

VIPS met en cause l'enquête Mueller, critique l'interdiction d'interviewer Assange

[Veteran Intelligence Professionals for Sanity = groupe d'anciens officiers du renseignement des États Unis NdT]

16 avril 2019 <https://consortiumnews.com/2019/04/16/vips-fault-mueller-probe-criticize-refusal-to-interview-assange/>

Le problème dans le rapport de Mueller publié jeudi est qu'il accepte que le gouvernement russe se soit ingéré dans les élections. Trump devrait le contester, selon VIPS.



MEMORANDUM POUR: Le Président

DE: Veteran Intelligence Professionals for Sanity (VIPS)

SUJET: Le cheveu dans la soupe de Mueller

16 avril 2019

Monsieur le Président:

La chanson est finie, mais le refrain continue. La publication jeudi du texte expurgé du "Rapport sur l'enquête sur l'ingérence russe dans l'élection présidentielle de 2016" du conseiller spécial Robert Mueller a amené le peuple américain un peu plus près de la vérité sur ce que l'on appelle le "Russiagate".

Mais le rapport Mueller n'a pas touché à l'allégation centrale, mais non prouvée, selon laquelle le

gouvernement russe aurait piraté les courriels du DNC et de Podesta, les aurait donnés à Wikileaks pour publication et vous aurait aidé à gagner les élections. L'idée clef sera la même, à savoir que même s'il n'y a pas de preuve que vous ayez été de connivence avec le président russe Vladimir Poutine, vous pouvez le remercier pour votre élection de président. Et ce refrain vous poursuivra jusqu'à la fin de votre présidence, à moins que vous ne vous saisissiez de cette occasion.

Mueller a accepté comme parole d'évangile cette allégation centrale mais non prouvée, apparemment en l'absence de tout travail scientifique désintéressé et indépendant. Suivant l'exemple étrange de son ancien collègue, l'ancien directeur du FBI James Comey, Mueller a, semble-t-il, compté sur la société CrowdStrike, discréditée, engagée par le DNC [Comité national démocrate NdT] pour ses analyses scientifiques, sa crédibilité est comparable à celle de l'artisan du " dossier pee-tape " Christopher Steele [référence à la supposée vidéo de Trump dans un hôtel de Moscou NdT]. Comme Steele, CrowdStrike a été embauché et payé par le DNC (par le biais d'un espion).



Le 13 mars, nous avons attiré l'attention du procureur général William Barr sur l'absence d'une expertise indépendante dans un mémorandum intitulé " Mueller's Forensic-Free Findings " [les découvertes de Mueller sans travail d'enquête scientifique et juridique NdT], mais nous n'avons obtenu ni réponse ni confirmation. Dans ce mémorandum, nous décrivions les résultats de notre propre enquête scientifique indépendante, sans mandat, menée par deux anciens directeurs techniques de la NSA, qui évitent les " évaluations " approximatives et préfèrent fonder leurs conclusions sur les principes fondamentaux de la science et la méthode scientifique. Nos constatations demeurent incontestées ; elles révèlent des trous béants dans les conclusions de CrowdStrike.

Nous ne savons pas si Barr vous a fait part de notre mémoire du 13 mars. Quant à la prise de position publique sur la question scientifique, nous le soupçonnons de faire preuve de prudence dans le choix avisé de ses batailles, reportant à plus tard peut-être un examen rigoureux des travaux techniques douteux sur lesquels Mueller semble s'être appuyé.

Notification de Barr au Congrès

Comme vous le savez, ce qui a attiré l'attention le 24 mars dernier, c'est la citation tirée du rapport Mueller : "L'enquête n'a pas établi que les membres de la campagne Trump ont conspiré ou travaillé avec le gouvernement russe dans ses activités d'ingérence électorale", insérée par le procureur général William Barr dans son résumé de quatre pages. Bien sûr cela a d'autant plus fait les unes des journaux que plus tôt, la plupart des Américains avaient été convaincus par les médias du contraire.

Il reste, cependant, un hic de taille. Le rapport Mueller indique clairement que ce dernier accepte comme une certitude - certitude dénuée de preuve - que le gouvernement russe s'est ingéré dans les élections sur deux fronts:

Piste 1 : cela implique ce que Barr, faisant écho à Mueller, affirme: " Une organisation russe, l'Internet Research Agency (IRA) " a utilisé les médias sociaux " pour semer la discorde sociale, dans le but probable d'interférer avec l'élection ". Un examen attentif de cette allégation montre qu'elle est sans fondement, en dépit des efforts herculéens du New York Times, par exemple, pour nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Après quelques recherches sommaires, le journaliste d'investigation primé Gareth Porter a rapidement mis fin à tout ça et s'en est occupé. Nous ne pensons pas que " Track 1 " mérite d'autres commentaires. [cette première piste NdT]

Piste 2 : elle mérite un commentaire éclairé, parce qu'elle est plus technique et - pour la plupart des Américains - plus ésotérique. Selon Barr: " Le Conseiller spécial a constaté que des acteurs du gouvernement russe avaient réussi à pirater des ordinateurs et à obtenir des courriels de personnes affiliées à la campagne Clinton et à des organisations du Parti démocrate, puis les avaient diffusés publiquement par divers intermédiaires, dont WikiLeaks. Sur la base de ces agissements, le Conseiller spécial a intenté des poursuites pénales contre un certain nombre d'officiers de l'armée russe pour avoir conspiré en vue de pirater des ordinateurs aux États-Unis dans le but d'influencer l'élection. "

Nous sommes impatients de voir si le rapport Mueller contient des preuves scientifiques plus convaincantes que celles que VIPS a déjà démolies. Dans le résumé de Barr, la seule mention de criminalistique est celle de " juricomptables " - bien loin du genre d'enquêteurs judiciaires nécessaires pour fournir des preuves convaincantes de " piratage " par le gouvernement russe.

Mais ils ont été inculpés!

Ce raisonnement circulaire [le raisonnement circulaire est, dans la philosophie du langage, en rhétorique et en épistémologie, l'argument qui consiste à supposer comme prémisse ce que l'argument veut prouver. NdT] ne fonctionnera probablement pas très longtemps, même avec une population américaine habituée à subir un lavage de cerveau de la part des médias. Beaucoup d'Américains avaient supposé à tort que la mise en accusation des Russes par Mueller - qu'ils postent sur Facebook ou qu'ils agissent comme des agents de renseignement - était une preuve de culpabilité. Mais, comme le soulignent régulièrement les avocats, " facile de mettre en accusation un sandwich au jambon " - encore plus facile de nos jours, s'il est accompagné d'une sauce russe.

Il y a probablement davantage de chances maintenant pour que les personnes naïves qui avaient été assurées que Mueller trouverait une collusion entre vous et Poutine soient maintenant un peu plus circonspectes - sceptiques même - concernant le reste de l'histoire du " piratage russe ", et cela sera encore plus probable parmi ceux qui ont une certaine formation technique. Ces spécialistes en feront

leurs choux gras, SI - et c'est un " SI" capital - par miracle, la nouvelle des découvertes scientifiques de VIPS était diffusée dans les médias cette fois-ci.

L'évaluation du 6 janvier 2017 dont les données factuelles étaient insuffisantes et qualifiée de façon trompeuse d' " évaluation de la communauté du renseignement ", n'avait qu'un seul mérite. Les auteurs notent: " La nature du cyberspace rend l'attribution des cyber-opérations difficile, mais pas impossible ". Toute cyber- opération, malveillante ou pas, laisse des traces. " Les enquêteurs judiciaires peuvent suivre une piste de métadonnées et d'autres propriétés techniques. C'est ce que VIPS a fait.



Une " entité de haut niveau " ?

Si, comme nous le soupçonnons fortement, Mueller compte uniquement sur CrowdStrike, la firme discréditée engagée par le DNC au printemps 2016, il agit davantage dans le moule de l'inspecteur Clouseau [référence à la panthère rose NdT] que dans celui de l'enquêteur de haut vol qu'il est réputé être. Il ne suffit tout simplement pas que l'ancien collègue de Mueller, James Comey, dise au Congrès que CrowdStrike est une " entité de haut niveau ". Il n'en est rien et, en plus de son incompétence avérée, elle est truffée de conflits d'intérêts. Comey doit expliquer pourquoi il a éloigné le FBI des ordinateurs du DNC après qu'ils aient été " piratés " .

Et l'ancien directeur national du renseignement James Clapper doit expliquer sa déclaration de novembre dernier selon laquelle " les preuves scientifiques étaient accablantes concernant ce que les Russes avaient fait ". Quelles preuves scientifiques ? De CrowdStrike ? Chez VIPS, en revanche, nous trouvons de plus en plus de preuves médico-légales que les courriels du DNC ont été divulgués, et non piratés par les Russes ou quiconque - et que " Guccifer 2.0 " [pirate ou groupe de pirates informatiques ayant prétendu être responsable du vol des mails du parti démocrate NdT] est une imposture flagrante. Oui, nous pouvons aussi prouver ça à partir de preuves scientifiques.

Mais les présentateurs télé racontent...

Encore une fois, si on estime que l'enquête incomplète de Mueller peut avoir le statut de saintes écritures, la plupart des Américains continueront à croire que - que vous soyez de connivence avec les Russes ou pas - Poutine vous a donné un sacré coup de main. Bref, sans l'aide du président Poutine, vous ne seriez pas président.

Beaucoup trop d'Américains continueront de le croire parce que cela fait deux ans et demie que c'est le gavage des médias grand public - à moitié mijoté par des fuites des renseignements. Les médias ont joué un rôle central dans les efforts du complexe MICIMATT (Militaro-Industriel-Congressionnel-Intelligence-Médias-Académie-Académie-Think-Tank) pour empêcher toute amélioration dans les relations avec la Russie. Nous, VIPS, avons démontré à maintes reprises que les principales accusations d'ingérence de la Russie dans les élections de 2016 sont fondées sur un château de cartes. Mais, malgré nos antécédents en la matière - sans parler de nos avertissements d'avant la guerre en Irak concernant les renseignements frauduleux fournis par nos anciens collègues - nous n'avons pas été entendus par les médias grand public.

La plupart d'entre nous ont des décennies d'expérience dans le domaine du renseignement et nombre d'entre nous ont une grande expérience universitaire et gouvernementale axée sur la Russie. Nous considérons la question de " l'ingérence russe " comme primordiale, et pas seulement parce que l'allégation est perfidement bidon et facilement réfutée. Plus important encore, elle a provoqué des tensions avec la Russie dotée de l'arme nucléaire jusqu'à un point tel que nous n'en avons pas connu depuis la crise des missiles de Cuba en 1962, quand la provocation russe était réelle - authentique et non simpliste.

Des esprits modérés ont résolu cette crise il y a plus d'un demi-siècle, et nous avons tous pu voir un nouveau jour. De nos jours, des esprits modérés semblent peu nombreux et l'enjeu est de taille. Du côté du renseignement et de la démarche scientifique, nous avons prouvé que les preuves présentées pour " prouver " que les Russes ont piraté les e-mails du DNC et de Podesta et les ont donnés à WikiLeaks sont fallacieuses. Par exemple, nous avons examiné les métadonnées d'un document clé attribué au piratage informatique russe et montré qu'il avait frauduleusement été modifié avec des " empreintes digitales russes " .

Qui a laissé les miettes de pain ?

Et si ce n'était pas les Russes, qui avaient laissé les " empreintes russes "? Nous n'en sommes pas sûrs; sur cette question, nous ne pouvons pas tirer de conclusion basée sur les principes de la science, du moins pas encore. Nous soupçonnons cependant que des cyber-attaquants plus proches de chez nous sont responsables de l'insertion des " signes révélateurs " nécessaires pour attribuer les "intrusions" à la Russie. Nous avons abordé nos hypothèses sur cette étrange question à la fin de notre memorandum du 24 juillet 2017 qui vous est destiné et qui s'intitule " Les vétérans du renseignement contestent les preuves de piratage de la Russie " .

Nous vous rappelons que vous avez été informé des principales conclusions de ce memorandum parce que vous avez ordonné à Mike Pompeo, alors directeur de la CIA, de parler à William Binney, l'un de nos deux anciens directeurs techniques de la NSA et l'un des principaux auteurs de ce memorandum. Le 24 octobre 2017, Pompeo a commencé une réunion d'une heure avec Binney en expliquant la genèse de l'étrange invitation au siège de la CIA: " Vous êtes ici parce que le président m'a dit que si je voulais vraiment en savoir plus sur le piratage russe, il fallait que je vous parle."

Au cas où Pompeo ne vous aurait pas donné de compte-rendu de sa rencontre avec Binney, nous

pouvons vous dire que Binney, un scientifique très respecté, a commencé par dire à Pompeo que ses agents (CIA) lui mentaient sur le piratage russe et qu'il (Binney) pouvait le prouver. Pompeo a montré son incrédulité, mais a ensuite parlé de faire un suivi avec le FBI et la NSA. Nous n'avons cependant aucun élément allant dans ce sens.

Et il y a de bonnes raisons de penser que Pompeo lui-même ait pu être peu disposé à poursuivre avec ses subordonnés de la Direction de l'innovation numérique créée par le directeur de la CIA, John Brennan, en 2015. Les logiciels malveillants et les outils de piratage informatique de la CIA sont conçus par le Groupe de développement de l'ingénierie, qui fait partie de cette direction relativement nouvelle.

"Offuscation"

Une fuite au sein de la CIA, dévoilée par WikiLeaks en mars 2017, dans le cadre des divulgations dites "Vault 7", a révélé un cyber outil appelé "Marble" [Marbre NdT], qui a été utilisé en 2016 pour "offuscation" (selon la CIA)[néologisme d'emprunt lexical tiré de l'anglais : l'offuscation, assombrissement ou obscurcissement est une stratégie de gestion de l'information qui vise à obscurcir le sens qui peut être tiré d'un message. Cette stratégie peut être intentionnelle ou involontaire NdT].

Cet outil peut être utilisé pour effectuer un double jeu juridique médico-légal (c'est à dire une opération sous couverture); il comprenait des échantillons de test en arabe, chinois, farsi, coréen et russe. La journaliste du Washington Post Ellen Nakashima, et c'est à son honneur, a immédiatement publié un article informant sur le cyber-outil Marble, sous le titre accrocheur (et exact) "Les dernières révélations de WikiLeaks à propos des cyber-outils de la CIA pourraient griller la couverture des opérations de piratage de l'agence". C'était apparemment avant que Nakashima "reçoive le mémo". Les médias grand public ont par ailleurs évité comme la peste toute mention de Marble.

Monsieur le Président, nous ne savons pas si le Marble de la CIA, ou des outils de ce genre, ont joué quelque rôle que ce soit dans la campagne visant à tenir la Russie pour responsable du piratage du DNC. Nous ne savons pas non plus jusqu'à quel point les agents de la Direction de l'innovation numérique de la CIA ont été honnêtes avec la Maison-Blanche - ou avec l'ancien directeur Pompeo - en ce qui concerne cette question sensible. Puisqu'elle est toujours d'actualité, nous reprendrons ci-dessous un paragraphe qui figurait dans notre Mémoire de juillet 2017 sous la sous-rubrique "Poutine et la technologie:".

"Nous ne savons pas non plus si vous avez discuté en détail de questions cybernétiques avec le président Poutine. Dans son entrevue avec Megyn Kelly de NBC, il semblait tout à fait disposé - peut-être même désireux - d'aborder les questions liées au type de cyber-outils révélés dans les divulgations de Vault 7, ne serait-ce que pour indiquer qu'il en avait été informé. Poutine a souligné que la technologie d'aujourd'hui permet de "dissimuler et déguiser le piratage d'une façon telle que personne ne peut en deviner l'origine" (du piratage)... Et, vice versa, il est possible d'attribuer à toute entité ou tout individu la responsabilité de l'attaque pour lui faire porter le chapeau. Les pirates informatiques peuvent être n'importe où", dit-il. "Il y a peut-être aux États-Unis des pirates informatiques qui, d'ailleurs, ont très habilement et professionnellement refilé la faute sur la Russie. Ne pouvez-vous pas concevoir un tel scénario? ... Moi si."

Comme nous l'avons dit au procureur général Barr il y a cinq semaines, nous considérons que les conclusions de Mueller sont foncièrement erronées sur le plan médico-légal et ipso facto incomplètes. Nous avons également critiqué Mueller pour avoir omis d'interroger des témoins volontaires qui avaient des informations exactes, comme Julian Assange de WikiLeaks.

Ennemis politiques et médias grand public (pardon pour le pléonasme)

Peut-être ignorez-vous qu'en mars 2017, les avocats d'Assange et le ministère de la Justice (agissant au nom de la CIA) ont été très proches d'un accord en vertu duquel Assange accepterait de discuter de "preuves techniques disculpant certaines parties" dans la fuite des courriels du DNC et de censurer certaines informations confidentielles de la CIA, en échange d'une immunité relative. Selon le journaliste d'investigation John Solomon de The Hill, le sénateur Mark Warner (Démocrate de Virginie), vice-président du Comité sénatorial du renseignement, a pris connaissance de l'imminence de l'accord et en a informé le directeur du FBI de l'époque, M. Comey, qui a ordonné un "repli" immédiat et la fin des discussions avec M. Assange.

Pourquoi Comey et Warner ont-ils mis le holà en recevant des "preuves techniques disculpant certaines parties" [comprendre la Russie] ? Donner la réponse évidente serait une insulte. Assange est maintenant en prison, pour la plus grande satisfaction de beaucoup de monde, y compris Mme Clinton qui a dit qu'Assange devait maintenant "répondre de ses actes".

Mais est-il trop tard pour donner suite à l'offre d'Assange? Est-ce que lui ou ses associés seraient encore prêts à fournir des "preuves techniques" montrant, au moins, qui ne doit pas être tenu pour responsable ?

Vous, M. le Président, pourriez en être à l'origine. Il vous faudrait combattre une forte résistance à chaque tournant, et il existe des tas de moyens qui peuvent être utilisés par ceux qui ont des intérêts particuliers et une grande pratique du sabotage pour vous contrecarrer - avec l'entière coopération de la plupart des experts des médias. Allons, vous ne savez que trop bien comment ça marche.

Mais vous êtes le président. Et c'est peut-être aujourd'hui le meilleur moment pour les affronter, pour montrer la nature fallacieuse des "preuves" concoctées qui tentent de vous mettre dans la "poche de Poutine" et, surtout, pour lever le voile qui vous a empêché de poursuivre une relation plus harmonieuse avec la Russie.

Pour le Groupe de direction, Veteran Intelligence Professionals for Sanity

William Binney, ancien directeur technique, Analyse géopolitique et militaire mondiale, NSA ; cofondateur, Centre de recherche automatisée du SIGINT [NdT: renseignement d'origine électromagnétique] (à la retraite)

Bogdan Dzakovic, ancien chef d'équipe de la police de l'aviation civile et Équipe rouge au sein de la sécurité de la FAA [administration de l'aviation fédérale NdT] (à la retraite) (VIPS associé)

Philip Giraldi, CIA, agent des opérations (à la retraite)

Mike Gravel, ancien adjudant, officier de contrôle top secret, Communications Intelligence Service [service de renseignement sur les communications NdT]; agent spécial du Counter Intelligence Corps [corps de contre-espionnage NdT] et ancien sénateur américain

James George Jatras, ancien diplomate américain et ancien conseiller en politique étrangère auprès du Sénat (associé VIPS)

Larry Johnson, ancien agent de renseignement de la CIA et ancien agent antiterroriste du département d'État, (à la retraite)

Michael S. Kearns, capitaine, armée de l'air des États-Unis (à la retraite) ; ancien maître instructeur Survival, Evasion, Resistance and Escape [centre de formation aux techniques d'évasion NdT] pour les opérations de reconnaissance stratégique (NSA/DIA) et les unités des missions spéciales (JSOC).

John Kiriakou, ancien agent antiterroriste de la CIA et ancien enquêteur principal, Comité sénatorial des relations étrangères

Karen Kwiatkowski, ancienne lieutenant-colonel, armée de l'air des États-Unis (à la retraite), au Bureau du Secrétaire à la Défense chargée de surveiller la fabrication des mensonges sur l'Irak, 2001-2003

Clement J. Laniewski, LTC, Armée américaine (retraité)

Linda Lewis, analyste des politiques de préparation aux armes de destructions massives, département de l'agriculture des États-Unis (à la retraite)

Edward Loomis, informaticien en cryptologie de la NSA (à la retraite)

David MacMichael, ancien agent principal du budget des dépenses, Conseil national du renseignement (à la retraite)

Ray McGovern, ancien officier d'infanterie et de renseignement de l'armée américaine et président de la CIA (à la retraite)

Elizabeth Murray, ancienne agente nationale adjointe du renseignement pour le Proche-Orient et analyste politique de la CIA (à la retraite)

Todd E. Pierce, Major, Juge-avocat général de l'armée américaine (à la retraite)

Peter Van Buren, département d'État, agent du service extérieur (retraité) (VIPS associé)

Robert Wing, Département d'État, agent du service extérieur (ancien) (VIPS associé)

Ann Wright, colonelle de réserve de l'armée américaine (à la retraite) et ex-diplomate qui a démissionné en 2003 pour s'opposer à la guerre en Irak